

Le cœur de la démocratie européenne

par Boris Walbaum

CROIRE que l'actuel projet de Constitution européenne va permettre de relever le défi démocratique auquel l'Europe est confrontée est une illusion.

Ce texte sera incontestablement utile, et même nécessaire, pour préserver le fonctionnement régulier des institutions communautaires dans une Union élargie. Il est porteur de quelques autres avancées et de belles déclarations. Mais il ne saurait suffire à instituer ce qui constitue le fondement de toute démocratie : un *demos*. Or, c'est bien là qu'est le problème : nous avons oublié qu'il n'y a pas de démocratie sans citoyens, c'est-à-dire sans individus liés par une responsabilité et une ambition politique partagées.

La question de la démocratisation de l'Europe se pose donc moins en termes juridiques et institutionnels qu'en termes politiques et citoyens : c'est vers les individus plus que vers Bruxelles qu'il faut porter notre attention.

Que constate-t-on alors ? Que notre Europe compte 455 millions d'individus représentant 25 identités nationales parlant 23 langues. Et que faisons-nous pour assurer le vouloir vivre ensemble de ces citoyens ? A peu près rien !

Certes, les bonnes intentions sont nombreuses : un programme communautaire pluriannuel pour la jeunesse, des programmes d'échanges et de collaborations dans les domaines universitaire, avec Erasmus, de la recherche, et quelques autres plus anecdotiques. Au total, ces programmes représentent moins de 1 % du budget de l'Union et concernent une proportion de ses ressortissants encore inférieure !

Ceux qui se rassurent en faisant confiance au marché commun se bercent de douces illusions. En 2000, seuls 0,1 % des Européens avaient établi leur résidence dans un autre pays de l'UE. Aussi utile que soit la contribution des échanges économiques, il paraît hasardeux de faire reposer un projet politique aussi difficile et ambitieux que le nôtre sur la confiance dans le marché.

Tant que nous laisserons les Européens aux portes de l'Europe, nous resterons dans l'impasse institutionnelle, avec pour conséquence l'incapacité pour l'Europe à mobiliser sa puissance au service de ses valeurs. Nos mécanismes institutionnels resteront donc byzantins, lourds et mous parce

qu'excessivement collégiaux et excessivement collégiaux parce que trop respectueux, faute de *demos* européen, des représentations nationales. L'Europe sera condamnée à une faiblesse qui continuera de la disqualifier auprès de ses habitants comme dans le reste du monde.

Nous voici donc renvoyés à l'incohérence de notre vision européenne, à la fois marquée par un désir d'expression politique, voire de puissance, et une pusillanimité démocratique qui en entrave le développement légitime.

Comment sortir de cette impasse ? Notre histoire nationale nous donne des pistes. L'avènement de la République française n'a pas simplement consisté en une série de Constitutions marquant une nouvelle répartition du pouvoir entre les individus et les institutions.

Sur la base d'un passé partagé, mais surtout d'une ambition politique, notre République s'est constituée comme telle d'abord grâce à l'instruction publique. C'est bien l'Ecole qui, au fil des décennies, s'est imposée, notamment face à

De ce point de vue, les efforts continus des universités et des grandes écoles pour la mise en place du système européen de diplômes licence-master-doctorat vont dans la bonne direction. Mais les dynamiques enclenchées ne sont pas à la hauteur des enjeux politiques.

BORIS WALBAUM est conseiller référendaire à la Cour des comptes, président du Groupe des Belles Feuilles, laboratoire d'idées sur les questions européennes.

Les universités européennes doivent pouvoir proposer à la majorité de leurs étudiants, d'ici à 2010, des cursus intégrés à l'échelle européenne.

Non pas simplement des échanges sans efforts d'harmonisation, qui se traduisent par une perte de cohérence de la formation, mais réellement des cursus redéfinis en commun au sein de groupements universitaires européens alliant quelques établissements de différents pays et de niveaux équivalents.

Il faut que l'Université soit à l'Europe ce que l'Ecole a été à la République. Elle est en effet l'institution la mieux adaptée à la formation de l'esprit européen

l'Eglise, pour instituer et former le citoyen français. Il n'y a donc pas de citoyen sans un volontarisme éducatif de proximité.

Celui-ci est d'autant plus nécessaire que l'Europe, loin d'être une évidence sur laquelle nous nous sommes assoupis, est une aventure unique qui défie les lois de l'Histoire.

Pour que l'Union relève le défi de la démocratie, il faut donc que l'Université soit à l'Europe ce que l'Ecole a été à la République. Elle est en effet l'institution la mieux adaptée à la formation de l'esprit européen.

D'abord parce qu'elle forme des jeunes gens à la fois autonomes, déjà structurés dans leur identité nationale par leur famille et leur éducation primaire et secondaire, mais également suffisamment aptes à l'étonnement et à la curiosité pour appréhender la communauté et la diversité européennes.

Ainsi, tous les étudiants européens devraient avoir passé au moins un semestre pour une licence et trois semestres pour un master dans deux autres pays de l'Union au cours de leurs études supérieures.

Qui peut alors douter de la formidable ouverture d'esprit, du renforcement de la capacité d'adaptation, de l'enrichissement culturel et linguistique qui en résulterait ? Car, au fond, c'est bien de l'homme qu'il s'agit.

Nous sommes face à un chantier immense, notamment en raison des barrières linguistiques, et difficile, compte tenu des sensibilités en présence. Mais l'Université, y compris l'Université française, a montré qu'elle pouvait évoluer si elle se sentait investie d'une mission.

Est-elle prête à relever le défi ? Lui en donnera-t-on les moyens ? L'Histoire ne peut que l'espérer.